

L'Adresse—M. Crouse

neur général à la Reine. L'introduction de l'article 91 donne au gouverneur général au nom de la Reine le pouvoir exécutif au Canada. Je ne suis absolument pas d'accord avec le premier ministre là-dessus et je déplore la position décevante qu'il a prise à ce chapitre. Je suis convaincu que ces propositions contiennent des éléments importants qui soulèvent des questions très graves au sujet du droit qu'ont le gouvernement fédéral et le Parlement d'agir unilatéralement dans ce domaine.

En vertu de la présente constitution, Sa Majesté est la Souveraine tant des gouvernements provinciaux que du gouvernement fédéral. Je doute fort que sa position puisse être modifiée par un seul niveau de gouvernement, surtout par le gouvernement inepte que nous avons sur les bras en cette dernière phase de la législature en cours. Ce n'est qu'un des points que les gens de ma région jugent extrêmement importants.

Autre question importante: la propriété à part entière des droits miniers au large des côtes de l'Atlantique. Peu après sa nomination à la tête du parti conservateur, mon chef a fait savoir clairement, sans faux-fuyants ou provocation, que lorsqu'il deviendrait premier ministre du pays, il accorderait aux provinces de l'Atlantique la mainmise complète sur l'exploitation de tout gisement de pétrole, de gaz ou de minerai découvert au large de nos côtes et sur la totalité des bénéfices en découlant. Bien entendu, cette déclaration a été accueillie avec enthousiasme, non seulement pas les conservateurs de la région atlantique, mais aussi par les libéraux et s'il y avait eu des membres du parti des travailleurs ou du Nouveau parti démocratique là-bas, ils se seraient aussi réjouis. Pourquoi? Parce que nous de la région atlantique du Canada avons dû nous battre pendant des années pour notre place au soleil; nous avons dû lutter contre le pouvoir centralisateur du gouvernement fédéral et les barrières douanières qui favorisaient l'industrie du Québec et de l'Ontario aux dépens des provinces Atlantiques.

Tout ce que nous achetons en Nouvelle-Écosse, et dans les provinces Atlantiques en général, nous coûte plus cher qu'aux citoyens du Québec et de l'Ontario en raison des 1 500 milles qui nous séparent du centre du Canada. A cause des frais de transport des voitures acheminées d'Oshawa à Halifax, il y a un écart d'environ \$350 entre le prix de la voiture achetée par un citoyen de la Nouvelle-Écosse et celui de la voiture achetée en Ontario. Les citoyens des provinces Atlantiques sont les victimes de la politique du paiement par l'utilisateur énoncée par le ministre des Transports (M. Lang). Au cours des années, nous avons supporté le fardeau des coûts et des tarifs-marchandises plus élevés, du chômage accru et des échelles de salaires plus faibles que celles des travailleurs de l'Ontario, du Québec et de l'Ouest du Canada. Bien entendu, nous espérons vivement profiter des avantages découlant de l'exploitation des gisements miniers et pétroliers sous-marins. Toutefois, hier tandis que j'écoutais avec attention le premier ministre, j'étais persuadé que ses propos et son attitude ne pouvaient qu'étouffer les grands espoirs des Canadiens de la région atlantique. Il s'est efforcé de tourner en ridicule mon chef et mon parti et d'afficher tout son dédain.

Des voix: Bravo!

M. Crouse: Je vois des députés d'en face applaudir. Les citoyens de la région atlantique qui se montraient favorables

[M. Crouse.]

au parti libéral accepteraient-ils la chose d'emblée. J'en doute! Il a tourné en ridicule mon chef et mon parti et l'inquiétude que nous avons manifestée au nom des citoyens de la région atlantique a fait l'objet de son mépris.

Le premier ministre a prétendu que mon chef avait pu facilement s'entendre avec les chefs provinciaux en question parce qu'il leur avait donné sa chemise. Mais il ne lui est jamais venu à l'esprit, semble-t-il, que c'était le genre de premier ministre dont nous avons besoin maintenant, un premier ministre ouvert aux problèmes des gens qui vivent dans les régions défavorisées du Canada.

On n'a qu'à regarder les dépenses astronomiques de l'administration libérale dans la région d'Ottawa-Hull pour se convaincre que l'argent de l'ensemble des contribuables serait plus judicieusement dépensé par les autorités provinciales et municipales qui, elles, sont plus près du peuple. Par exemple, on avait prévu de dépenser quelque 148 millions de dollars pour les Terrasses de la Chaudière à Hull sans appels d'offres. Le comité permanent des finances du Sénat a sévèrement condamné la disposition sur l'escalade des coûts qui va coûter des centaines de millions de dollars aux Canadiens au chapitre de la location. Le gouvernement a opposé un mur de silence à tous les efforts qui ont été faits pour savoir ce que coûte ce projet; nous en avons eu la preuve lorsque le député de Grenville-Carleton (M. Baker) a demandé d'ouvrir une enquête publique aujourd'hui. Voilà ce que nous entendons quand nous disons que le gouvernement actuel ne sait aucunement imprimer de direction au peuple canadien.

Par son énumération de statistiques, le premier ministre a laissé entendre que les libéraux battaient tous les records et que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si seulement l'opposition officielle voulait la fermer.

M. Collenette: Bravo!

M. Crouse: Le député d'en face crie bravo. Je sais que les ministériels aimeraient avoir un gouvernement de dictature totale. Nous n'en sommes pas loin, mais la dictature libérale ne sera pas tolérée au Canada. Nous ferons de notre mieux pour voir à ce que cela ne se produise pas, si jamais cette bande d'en face trouve assez de courage pour déclencher des élections.

Des voix: Bravo!

M. Crouse: Je souscris à l'une des déclarations faites hier par le premier ministre. Il a dit qu'ils battent tous les records. Eh bien, c'est vrai. Notre économie bat tous les records, c'est-à-dire tous les records de chômage. Si l'on dévoilait la vérité, on s'apercevrait qu'il y a beaucoup plus de un million de chômeurs au Canada. Tous les records d'inflation sont en train d'être battus, ainsi que les records de dévaluation de notre monnaie. Nous battons tous les records en matière d'arrêts de travail, de fuite des capitaux d'investissement hors du Canada, de baisse de la productivité, de déclin des exportations, d'accroissement démesuré de notre dette nationale et de nos déficits budgétaires. Dans ces secteurs et dans tous ceux qui leur sont connexes, nous surpassons effectivement tous les autres pays industrialisés du monde occidental.

● (1432)

Il est vrai que notre population active a enregistré un taux de croissance élevé, et cela de façon inusitée, mais cela est en partie dû au boom des naissances de l'après-guerre ainsi qu'au